

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la mobilisation française, notamment de la société civile, pour le développement durable, sur l'action pour le changement des modes de production et de consommation et sur l'aide au développement, Johannesburg le 2 septembre 2002.

Mesdames, Messieurs,

Mes chers Compatriotes et Amis,

Je suis naturellement heureux de cette rencontre, qui me donne l'occasion de saluer, avec les ministres qui m'accompagnent, la délégation française au Sommet du développement durable et de vous dire aussi ma satisfaction devant la forte mobilisation des Français.

Ce sommet est difficile, chacun le sait. D'un côté, il y a la dégradation de l'environnement mondial que personne ne peut contester, les lenteurs du développement humain et surtout la croissance des inégalités entre les riches et les pauvres de la planète. Et tout cela fait que beaucoup, beaucoup d'espoirs ont été déçus depuis Rio !

De l'autre côté, il y a nos contradictions. La société civile voudrait aller plus loin dans le développement durable, mais les Occidentaux sont-ils prêts à accepter les sacrifices, les réformes, les changements de comportement que cela implique et qui sont inévitables ? Ils veulent en principe plus de solidarité internationale, naturellement, mais sont-ils prêts à en tirer toutes les conséquences concrètement ?

Et face à ces contradictions, nous ne devons pas méconnaître les difficultés des pays en développement eux-mêmes. Ils veulent, à juste titre, que le Nord assume mieux ses responsabilités. Et ils ont raison. Mais sont-ils décidés eux-mêmes à développer les stratégies efficaces ?

Eh bien, notre mission, je crois, c'est de briser ces cercles vicieux et d'enclencher des logiques de progrès.

D'où l'importance d'une forte mobilisation française, rassemblant tous les acteurs de la société autour d'un même but : faire progresser en France les modalités concrètes du développement durable et faire progresser dans le monde les idéaux et les initiatives du développement durable. Mobilisation des parlementaires, que je salue ici, et à qui il revient de veiller à ce que la loi intègre la préoccupation du développement durable et celle, au-delà même des préoccupations, des droits des générations futures.

Mobilisation des élus locaux, dont l'action quotidienne donne à nos villes et à nos régions leur visage. Ils sont nombreux, ils ont été actifs dans la préparation. Je tiens à leur dire mon estime et ma reconnaissance et saluer ceux qui les représentent ici. Les Assises de Rennes et de Toulouse ont aussi démontré le rôle fondamental des collectivités locales dans l'organisation de l'indispensable débat démocratique. Je voudrais leur rendre ici un particulier hommage. D'où l'hommage que je tiens à renouveler ici à l'égard de leurs représentants.

Mobilisation des chefs d'entreprises, dont je constate avec plaisir qu'ils sont de plus en plus

nombreux à être sensibilisés à cette question. L'entreprise doit admettre qu'au-delà de ses responsabilités éminentes dans le domaine économiques et financières, elle doit respecter une éthique et des valeurs. En outre, l'investissement des entreprises dans les pays en développement doit être encouragé par des partenariats entre secteur public et secteur privé, comme nous sommes en train de le faire pour l'eau et pour l'énergie.

Mobilisation des associations et des syndicats, qui marque l'émergence, trop lente c'est vrai, mais l'émergence à mes yeux, d'un pôle social de la mondialisation. Associations et syndicats ont une fonction de veille et d'alerte. Sans eux, l'action publique serait moins vigilante. Ils ont une fonction d'expertise et de proposition, également. Et bien souvent, j'ai observé que les échanges avec eux permettent de voir émerger de nouvelles idées, précises, concrètes. Ce fut d'ailleurs le cas notamment lors de notre réunion à l'Elysée le 29 juillet dernier. Associations et syndicats incarnent aussi, dans l'action, une solidarité, une sensibilité qui contribuent à l'humanisation nécessaire de la mondialisation.

Mobilisation encore des instituts et organes publics et privés de recherche. Leur rôle est crucial car leurs travaux nous permettent de mieux connaître le monde, d'en comprendre l'évolution, d'affûter nos armes contre la maladie, la pollution, l'accumulation des déchets. Ils sont également investis d'une mission de présence internationale. Il est indispensable qu'une pensée française s'affirme dans le débat d'idées mondial qui commence à se développer aujourd'hui, pour l'avenir de notre pays et pour que le monde prenne en compte la diversité des cultures et des expériences.

Mobilisation enfin des fonctionnaires, dont chacun défend ici en France avec compétence et sagacité les intérêts de notre pays dans les enceintes de négociation. Et je les remercie.

Vous savez dans quel état d'esprit j'aborde ce Sommet. Tout d'abord, nous devons nous employer à convaincre nos partenaires que la France est engagée, à titre national, sur la voie du développement durable. J'accorde un intérêt tout particulier à la charte qui permettra de faire figurer le droit à l'environnement et le droit des générations futures parmi les principes constitutionnels au cœur même de notre pacte républicain et comme en son temps nous y avons inséré les droits sociaux. Je souhaite que soit rapidement adoptée la deuxième stratégie nationale de développement durable, élaborée en étroite concertation avec tous les partenaires.

Il est également de la responsabilité de l'Etat de donner l'impulsion à la réforme de nos modes de production et de consommation. J'ai été frappé par les études du WWF, études qui font apparaître que la France, comme d'ailleurs les autres pays européens, consomme 80 % de ressources naturelles de plus que ce qu'elle devrait si elle voulait préserver son patrimoine naturel. Le déficit écologique des pays industrialisés aurait, d'après ces études, mais j'ai tout lieu de penser qu'elles sont sérieuses, doublé en quarante ans. Leur mode de vie, à ces pays, ne serait pas soutenable, car il serait trois fois supérieur à la capacité de reconstitution de la planète. C'est dire à quel point la réforme est aujourd'hui nécessaire et à quel point le souci en matière d'écologie est un souci pour les gouvernements responsables, à commencer naturellement par le nôtre, de transversalité et non pas simplement de préoccupation dans un petit coin de Ministère. L'une des façons de l'engager, cette réforme, c'est de commencer par évaluer les performances sociales et environnementales des entreprises. Cette évaluation se ferait par des critères consensuels élaborés par des organismes indépendants et fondés sur les normes nationales et internationales. Plusieurs initiatives existent, en France et à l'étranger. En France une brillante initiative a été tout récemment engagée dans ce domaine. Les pouvoirs publics doivent encourager ces initiatives. En outre, il est important que les règles nationales et européennes concernant les marchés publics soient réformées de façon à ce que ces performances sociales et environnementales fassent partie des critères de sélection des entreprises qui soumissionnent. Et je suis heureux que cette idée fasse son chemin au sein des responsables de la Commission européenne.

Il est également de la responsabilité de l'Etat de se battre pour une mondialisation humanisée et maîtrisée, c'est-à-dire pour que progressent la gouvernance mondiale et la souveraineté internationale. Il est à ce titre crucial que l'aide publique au développement reprenne sa progression dès 2003. La France, pour sa part, en a décidé ainsi et doit y consacrer 0,5 % de

progression des 2000. La France, pour sa part, en a décidé ainsi et doit y consacrer 0,5 % de son PIB dans cinq ans, pour atteindre dans dix ans le 0,7 %. Ce qui suppose un effort budgétaire non négligeable compte tenu notamment des circonstances.

Mesdames et Messieurs les membres de la délégation française, je souhaite pour conclure vous dire ma confiance : souvent dans son histoire, l'humanité a été confrontée à des menaces qui paraissaient insurmontables. Elle a toujours su trouver la solution.

Aujourd'hui, le défi est d'une nature différente. Il ne s'agit plus seulement d'affronter des calamités naturelles. Il s'agit pour l'homme d'apprendre à maîtriser sa puissance et à conforter ses solidarités. Il s'agit pour nos sociétés d'enrichir leur conception de la croissance et de la répartition de ses fruits, afin qu'elle soit aussi qualitative que quantitative, qu'elle se soucie de la qualité de la vie et des générations futures autant que de la quantité des biens qui sont produits et consommés.

Cette tâche, passionnante et difficile à la fois, et c'est la mission de notre génération. Ce qu'il en résultera sera la trace que nous laisserons dans l'histoire. Soyons conscients que chacun de nos actes doit être jugé à cette aune. Et employons-nous à mobiliser la jeunesse. Nos pères nous ont légué la liberté et la démocratie. Ayons à coeur de léguer aux générations suivantes une nouvelle alliance entre l'homme et la nature, une alliance qui soit garante de l'avenir de l'humanité, et de la vie tout simplement.

Je vous remercie.